

J'ai dans mes dossiers plusieurs lettres de cultivateurs qui me font part de leurs problèmes. Je ne voudrais pas, monsieur le président, citer des cas particuliers en étalant des noms, mais si le ministre désire en prendre connaissance, je peux mettre ces documents à sa disposition, lorsque cela lui conviendra. Quelqu'un m'a même écrit pour me dire qu'il s'est présenté pour suivre un cours de recyclage afin de se perfectionner en agriculture, et qu'on l'a refusé. Mais il ne veut pas vivre du bien-être social et il me le dit dans sa lettre: «Je ne veux pas d'assistance publique! Je ne veux pas d'assistance-chômage! Je voudrais vivre par mon propre travail, je voudrais être en mesure de faire quelque chose d'utile pour ma famille et pour la société.» Et il dit aussi: «Si je ne réussis pas à obtenir la possibilité de suivre des cours au cours de l'hiver, pour tâcher de m'apporter un peu de revenu, je devrai nécessairement vendre une certaine quantité de mes vaches laitières et, au printemps, ma situation sera pire qu'à l'automne».

Monsieur le président, je cite ce cas précisément pour illustrer dans quelle situation pénible se trouvent parfois des cultivateurs sérieux, qui font leur possible pour tâcher de donner leur plein rendement et apporter leur contribution dans la société canadienne.

Ceci m'amène à dire que nous avons besoin de réformes, car notre régime économique actuel est malade. Il devra être réformé par des hommes d'ordre, par des gens qui voudront travailler sérieusement à l'établissement d'un ordre et d'une justice sociale, afin de permettre à ceux qui ont encore assez de cœur dans la poitrine de travailler et de gagner leur vie, apportant ainsi leur contribution au développement de leur pays. Sinon, le présent régime économique, à mon sens, sera transformé, détruit par des fauteurs de désordres comme ceux dont il est question tous les jours dans les nouvelles. Au fait, nous sommes témoins de contestations, de révoltes contre l'autorité. Il existe un malaise, et je pense qu'on ne devrait pas profiter de l'occasion pour exploiter les passions. Cela devrait au contraire nous faire réfléchir de façon à ce que nous prenions sérieusement nos responsabilités afin d'apporter les réformes nécessaires, pendant qu'il en est encore temps.

Monsieur le président, je termine mes observations en formulant le vœu que les quelques réflexions que j'ai faites contribueront à la solution de ces graves problèmes.

[Traduction]

**M. Pringle:** Je vais être très bref, monsieur le président. Comme nouveau député à la Chambre, j'ai écouté avec un vif intérêt les observations des représentants de régions

[M. Lambert.]

agricoles plus expérimentés. Depuis mon arrivée ici, j'ai appris bien des choses sur les problèmes de l'agriculture et des agriculteurs. C'est d'autant plus intéressant pour moi que je me suis adonné toute ma vie à l'agriculture ou aux industries connexes. Toutes les déclarations sur la ferme familiale m'ont vivement intéressé. On a prétendu que ce genre d'exploitation était en voie de disparaître, qu'il s'en allait à vau-l'eau. On a également allégué que, pour quelque raison obscure, il fallait attribuer cela à l'initiative ou au manque d'initiative du gouvernement. J'ai travaillé des années durant dans des fermes familiales et j'affirme qu'elles ne s'en vont pas à vau-l'eau.

Il y a beaucoup de fermes familiales au Canada. Dans ma circonscription, en Colombie-britannique, je dirais que 90 p. 100 des exploitations agricoles sont des exploitations familiales. Ce qui disparaît, c'est la vieille ferme avec le tas de fumier où picorent quelques poules et qui compte un ou deux cochons, une vache dans l'étable et un cheval pour tirer la charrue. Ce genre de ferme-là est en voie de disparition, car les cultivateurs canadiens ne sont pas aussi arriérés que certains députés agriculteurs voudraient nous le faire croire en nous décrivant la fâcheuse posture dans laquelle ils se trouvent. Ils ne sont pas en si mauvaise posture que ça. Si les cultivateurs canadiens que je connais étaient ici dans les tribunes, je ne crois pas qu'ils accepteraient de voir tout le monde réclamer toutes sortes de choses pour eux sous prétexte qu'ils en ont absolument besoin. Nous faisons pression sur le cultivateur. Nous lui disons comment exercer son métier et comment gérer son affaire.

Voici le point que je veux faire valoir: je voudrais qu'on cesse de dire que le gouvernement devrait faire ceci ou cela. Peu importe ce que le gouvernement a fait, ce qu'il était, ce qu'il est en ce moment ou ce qu'il sera. Je voudrais que quelqu'un indique la genèse des problèmes agricoles, qu'il en énumère les causes, car il doit bien y en avoir. Je ne me souviens pas d'une époque où j'ai fait des affaires au Canada sans qu'il ait un excédent de tous les produits agricoles. Nous avons incité et encouragé les cultivateurs à la surproduction. C'est un mode de vie. Leur production a avantagé les industries secondaires. N'allons pas en rejeter le blâme sur celles-ci. Depuis notre enfance on nous dit d'acheter au plus bas prix selon les conditions du marché et de vendre au prix fort, toujours en fonction du marché. C'est cela le commerce. Du moment où nous surproduisons, les ennuis commencent. Je remercie l'être admirable qui a adroitement suggéré à quelqu'un qu'il faudrait créer un Office de commercialisation des céréales, car